



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

RN 6

ZA LA LOYERE

71530 Fragnes-La Loyère

Références : CP/CS/2026/C_058
Code AIOT : 0005401696

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-la Loyère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-la Loyère
- Code AIOT : 0005401696

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC PLASTIQUES de Fragnes-La-Loyère est spécialisé dans le recyclage et la valorisation de déchets de matières plastiques de polypropylène et polyéthylène. Son activité principale consiste à produire des matières plastiques à partir de ces déchets au moyen de différents procédés : broyage, lavage, micronisation, régénération.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des déversements et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Compensation zone humide - Travaux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Compensation zone humide - Suivi	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Compensation zone humide - Justification	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Mesures des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Respect des valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 3.3	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Organisation des stockages de déchets et matières plastiques	AP de Mise en Demeure du 30/04/2025, article 1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plantation de haies	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté de nombreux dépassements des valeurs limites de rejet fixées en concentration pour les eaux industrielles par l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment pour les paramètres DCO, DBO5 et indice phénol.

Il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces valeurs limites sous un délai de 12 mois.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois :

- le détail des solutions techniques pour un retour à une situation conforme des rejets d'eaux industrielles et le plan d'action associé ;
- les documents attestant de la mise en œuvre du plan d'action des solutions techniques retenues.

Par ailleurs des justificatifs sont attendus concernant notamment :

- la conformité de l'installation d'extinction automatique d'incendie à un référentiel reconnu,
- la pertinence des travaux de compensation de la destruction de la zone humide et de son plan de gestion.

Lors de la précédente inspection du 4 décembre 2024, il avait été constaté que les volumes de déchets et matières plastiques stockés étaient au supérieur à ceux fixés par l'autorisation accordée. L'exploitant a été mis en demeure de respecter son autorisation par arrêté daté du 30 avril 2025.

Par courrier daté du 30 juin 2025, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet son souhait de pouvoir augmenter les volumes qu'il est autorisé à stocker et, par voie de conséquence, de

réorganiser les stockages sur l'aire dédiée au nord-ouest du site.

La demande vise également à répondre au premier point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure. Cette demande est en cours d'instruction. Aussi, à ce stade, l'inspection ne propose pas de nouvelles suites à la situation constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des déversements et pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume minimum nécessaire pour le confinement des eaux d'incendie est de 1 550 m³.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier de la disponibilité de ce volume. Ces eaux peuvent être confinées dans le bassin de récupération des eaux pluviales de 3 000 m³ qui doit disposer d'un volume disponible en permanence de 1 550 m³. Le bassin est muni d'un système d'obturation fermé en permanence.</p> <p>Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie qui ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin de 3 000 m³ sont confinées sur les voiries et réseaux du site dont les exutoires sont munis d'une vanne d'isolement signalées par un panneau visible en permanence, pouvant être actionnées en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier de la disponibilité du volume nécessaire aux confinements des eaux qui ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin de 3 000 m³.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué devoir rehausser la bordure de 20 cm dans le secteur sud-est du site pour que les eaux d'extinction restent confinées sur le site dans ce secteur avant d'être redirigées vers le bassin de confinement de 3 000 m³.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il disposait d'un devis pour ces travaux et que la commande serait passée dans les jours suivants l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas confirmé la réalisation des travaux suite à l'inspection.</p> <p>La prescription n'est pas respectée, il est relevé une non-conformité.</p>

Par ailleurs, lors de la précédente inspection, il avait été constaté, sur plan, qu'une branche du réseau des eaux pluviales (EP) située dans l'angle sud-est se raccordait au réseau EP communal après la vanne de confinement, configuration qui permettrait le rejet direct des eaux devant être confinées.

Lors de l'inspection du 30 octobre 2025, l'exploitant a fourni un plan actualisé indiquant que le raccordement se faisait bien dans le regard muni de la vanne d'isolement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection des installations classées un justificatif de la réalisation des travaux prévus pour assurer le confinement des eaux d'extinction dans le secteur sud-est du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- un système d'extinction automatique d'incendie équipant l'ensemble des bâtiments adapté aux produits présents et alimenté par une cuve de 650 m³ ;
- un système de détection automatique par caméras thermiques équipant les bâtiments et les aires extérieurs de stockage de déchets ou matières combustibles et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires
- une alarme incendie.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des postes incendie additivés (PIA) dont l'agent extincteur est adapté à l'extinction des matières plastiques, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI) par un débit minimum de 270 m³/h pendant deux heures, par la présence de poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 62-200) au débit unitaire requis de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum, et/ou des poteaux d'incendie normalisés de 150 mm (NF S 62-200) au débit unitaire requis de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances.

Ceux-ci sont implantés de telle sorte que tous les stockages et risques à défendre sont à moins de 200 m d'un point d'eau (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Ils sont positionnés, dans la mesure du possible, de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m².

Chaque nouveau point d'eau incendie, public ou privé, devra faire l'objet d'une visite de réception, avant ouverture, par le maître d'ouvrage ou l'installateur, avec rédaction d'une fiche de liaison à demander auprès du service planification prévision du SDIS 71.

Les moyens de lutttes contre l'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.

Constats précédents

Suite à la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant:

- de fournir les documents attestant de la conformité de l'installation du sprinklage et des PIA,
- de fournir le résultat d'essais en simultané des poteaux incendie devant participer à la défense incendie du site,
- de justifier de la bonne surveillance par un système de détection automatique dans le nouveau bâtiment de stockage et au niveau de l'aire de stockage extérieure située au nord ouest du site, malgré l'absence de caméra dans ces 2 zones. A défaut, il justifiera de l'installation d'un système de détection automatique dans ces 2 zones.

Constats précédents

Suite à la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant:

- de fournir les documents attestant de la conformité de l'installation du sprinklage et des PIA,
- de fournir le résultat d'essais en simultané des poteaux incendie devant participer à la défense incendie du site,
- de justifier de la bonne surveillance par un système de détection automatique dans le nouveau bâtiment de stockage et au niveau de l'aire de stockage extérieure située au nord ouest du site, malgré l'absence de caméra dans ces 2 zones. A défaut, il justifiera de l'installation d'un système de détection automatique dans ces 2 zones.

Constats :

Conformité de l'installation de sprinklage : L'exploitant a indiqué que des travaux visant à compléter l'installation ont été finalisés en 2025 (commande et bordereau de situation présenté) et il a fourni un document confirmant que la visite de conformité de l'installation d'extinction automatique à eau était prévue le 07 janvier 2026.

Conformité de l'installation RIA/PIA : L'exploitant a indiqué que cette prestation était également prévue le 7 janvier 2026 mais le descriptif des travaux présenté ne la mentionnait pas.

En l'absence de document justifiant de la conformité de l'installation de sprinklage et de l'installation RIA/PIA, il est relevé une non-conformité.

Fonctionnement simultané des 4 PI (dont 1 interne à l'établissement) : L'exploitant a présenté un rapport d'étude du débit des 4 poteaux ouverts en simultané (modélisation hydraulique). En conclusion, le rapport indique que le débit fournit pas les 4 poteaux est de 527 m³/h ce qui est supérieur au débit minimum requis.

Détection incendie : L'exploitant a indiqué que l'implantation de caméras thermiques au niveau de la plateforme extérieure de stockage était à l'étude et sera validée si le projet d'extension des capacités de stockage objet du PAC est accepté.

Concernant le nouveau bâtiment de stockage, il a pu être constaté qu'il était équipé d'un système d'extinction automatique. L'exploitant a précisé que ce dispositif assurait la détection incendie.

Il est demandé à l'exploitant de justifier que le système d'extinction automatique assure les fonctions de détection attendue. (Ce point n'a pas été examiné lors de cette visite).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- fournir le plan d'implantation du système de détection automatique par caméras thermiques prévu pour équiper les stockages extérieurs et la justification des emplacements retenus,
- fournir les documents attestant de la conformité de l'installation du sprinklage et des PIA/RIA,
- justifier que le système d'extinction automatique du bâtiment de stockage assure les fonctions suivantes :
 - détection automatique de départ d'incendie et transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires,
 - déclenchement d'une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permettant d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le

site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Compensation zone humide - Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.1
Thème(s) : Autre, Compensation zone humide
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant crée, sur les parcelles cadastrées section AH n°43 à 59 et 93, une zone humide d'une surface de 3 000 m², conformément au plan figurant en annexe 2 du présent arrêté et comportant les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décaissement de la zone sur 50 cm de profondeur ; • plantation de saules • creusement de deux mares d'un mètre de profondeur, dont les berges sont aménagées en pente douce. <p>Ces aménagements s'ajoutent au décaissement de 736 m² déjà réalisé sur la parcelle.</p> <p>L'exploitant est responsable de cette compensation pendant toute la durée des impacts de l'aménagement.</p> <p>Cette mesure est mise en œuvre au plus tard 6 mois après la date de notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant adresse le plan d'exécution des travaux, comprenant notamment l'emplacement des mares, à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois avant réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'exploitant avait décaissé les terrains sur une zone correspondant à l'emprise de la zone humide à créer.</p> <p>L'examen visuel de la zone de compensation ne permet de confirmer l'atteinte des profondeurs requises pour les 2 mares (décaissement de 1 mètre supplémentaire par rapport au décaissement de 0,5 m par rapport au terrain initial).</p> <p>Le plan topographique fourni par l'exploitant ne précise pas les côtes du fond des mares.</p> <p>Il est considéré que la prescription n'est pas respectée sur ce point.</p> <p>La plantation de saules a pu être constatée. Le taux de reprise constaté lors de l'inspection est faible (voir le point de contrôle n°6).</p> <p>L'exploitant devra suivre les préconisations de l'écologue pour répondre à l'objectif fixé en matière de végétalisation de la zone humide.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera établir un plan topographique de l'ensemble de la zone humide créée sur le site en compensation de celle détruite dans le cadre de l'extension du site.</p>

L'exploitant devra suivre les préconisations de l'écologue pour répondre à l'objectif fixé en matière de végétalisation de la zone humide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Compensation zone humide - Suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.2
Thème(s) : Autre, Compensation zone humide
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit un plan de gestion du site comprenant les objectifs de compensation à atteindre ainsi que les moyens mis en œuvre en ce sens. Il prévoit également le suivi de l'évolution de la zone par un écologue, réalisé à minima aux années n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10, et comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'analyse de la composition floristique de la parcelle, avec production d'une cartographie globale des zones à dominante hygrophile ; • un inventaire des espèces présentes sur le site (oiseaux, mammifères, papillons de jour, odonates, reptiles et amphibiens) ; • un état de l'hydromorphie des sols permettant d'apprécier l'alimentation de la zone et la bonne répartition de l'eau. Les résultats de ces investigations sont analysés au regard des inventaires des années précédentes ainsi que de l'état initial. <p>Ce plan de gestion est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois avant l'achèvement de la mise en œuvre de la mesure compensatoire prévue à l'article 4.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté deux rapports intitulés « Suivi des mesures compensatoires - Plan de gestion » établis après les deux premières visites de l'ingénieur écologue qu'il a mandaté.</p> <p>Les objectifs du plan de gestion sont rappelés dans les rapports de suivi. L'inspection constate que le plan de gestion n'explique pas pourquoi les objectifs retenus permettent une compensation efficace de la zone humide détruite, notamment au regard des caractéristiques de celle-ci.</p> <p>Les visites de suivi ont été réalisées en avril et octobre 2025. Elles se sont essentiellement attachées au suivi de la reprise des plantations. Ne figurent pas dans les rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cartographie globale des zones à dominante hygrophile ; • un inventaire des espèces présentes sur le site (oiseaux, mammifères, papillons de jour, odonates, reptiles et amphibiens) ; • un état de l'hydromorphie des sols permettant d'apprécier l'alimentation de la zone et la bonne répartition de l'eau. <p>Compte tenu du manque d'éléments justifiant que les objectifs fixés permettent une</p>

compensation efficace de la zone humide détruite, il est constaté une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan de gestion en justifiant que les objectifs fixés permettent une compensation efficace de la zone humide détruite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Compensation zone humide - Justification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 4.3
Thème(s) : Autre, Compensation zone humide
Prescription contrôlée :
<p>Dans un délai d'un mois après l'achèvement des mesures compensatoires, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p> <p>Le cas échéant, ce rapport présente, en les justifiant, toute modification survenue dans l'aménagement de la zone de compensation.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p>
Constats :
<p>L'exploitant n'a pas produit de bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p> <p>Il est relevé une non-conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plantation de haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.3
Thème(s) : Autre, Insertion paysagère
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. Notamment, il réalise un merlon végétalisé le long de la RD 906 en prolongement de celui existant et en limite nord-ouest du site.

<p>Cet aménagement est à réaliser au printemps 2025 au plus tard.</p> <p>Les essences des arbres et des arbustes employées sont des essences locales favorable à la biodiversité en alternant arbres de haut jet et végétation arbustive (charme, érable champêtre, noisetier, fusain d'Europe, ...).</p> <p>Les haies hautes sont préférables avec un entretien réalisé entre le 1^{er} septembre et le 15 mars.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la facture des travaux de végétalisation du merlon situé le long de la RD 906 et de la zone humide datée du 31 mars 2025.</p> <p>L'exploitant a pris l'attache d'un ingénieur écologue pour le suivi de l'évolution du site suite aux plantations. Il a présenté 2 rapports de visites (avril et octobre 2025).</p> <p>Les rapports font état d'une densité de plantation trop faible et d'une reprise difficile. Ils préconisent des plantations complémentaires, avec des espèces adaptées, sur les merlons, notamment sur la partie basse qui n'a pas été plantée au printemps.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir prévu ces travaux durant l'automne.</p> <p>La végétalisation des merlons est récente, l'exploitant a pris l'attache d'un spécialiste pour le suivi de l'efficacité des travaux de plantation. Il n'est pas relevé de non-conformité à ce stade.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser la facture des travaux préconisés par l'ingénieur écologue à l'inspection des installations classées sous 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser la facture des travaux préconisés par l'ingénieur écologue à l'inspection des installations classées sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mesures des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois après la mise en service des nouvelles installations puis tous les 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté 3 rapports de mesurage acoustique.</p> <p>Rapport E24008 de février 2024 : mesure du bruit ambiant qui conclue au respect des valeurs limites imposées en limite d'établissement.</p> <p>Rapport E24082 - diagnostic résiduel (arrêt usine) d'août 2024</p>

Rapport E24082 (reprise d'activité) : Mesure du bruit ambiant qui conclue au respect des valeurs limites imposées en limite d'établissement.

L'inspection constate qu'aucune mesure de l'émergence n'a été effectuée dans les zones où elle est réglementée (ZER). Il s'agit d'un non-conformité.

Il est demandé à l'exploitant de prévoir une mesure de l'émergence dans les ZER identifiées dans le dernier dossier de demande d'autorisation et indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2024 dans les 6 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prévoir une mesure de l'émergence dans les ZER identifiées dans le dernier dossier de demande d'autorisation et indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2024 dans les 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Respect des valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Eaux usées industrielles : Point de rejet référencé n°1

- Température maximale : 30 °C
- pH : entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier : 120 m3/j
- Débit maximum horaire : 5 m3/h

+ tableau des valeurs limites

Constats :

Il est constaté de nombreux dépassements des valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation pour le rejet des eaux industrielles . Ces eaux sont évacuées vers la station de traitement des eaux de chalon-sur-Saône (SaôneOr)

Notamment, sur les 9 premiers mois de l'année 2025, le tableau ci-après présente les dépassements les plus importants en concentration (en mg/l) :

Para mètre	Janvie r	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem bre	V L E m a x
DBO5 (1313)	2000			2100				920	1300	800
D C O (1314)	3640	2480		3400	3000	2200			2890	2000
Ind.P hénol (1440)				9	4,7	3,6			4,8	0,3

L'exploitant a indiqué rencontrer des problèmes récurrents avec le fonctionnement de l'unité de traitement biologique de sa station de traitement interne.

La prescription n'est pas respectée. Il est constaté une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois :

- le détail des solutions techniques pour un retour à une situation conforme des rejets d'eaux industrielles et le plan d'action associé ;
- les documents attestant de la mise en œuvre du plan d'action des solutions techniques retenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Organisation des stockages de déchets et matières plastiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PAPREC PLASTIQUES SAS, exploitant une installation de traitement et de stockage de déchets et matières plastiques dans son établissement situé dans la ZA la Loyère sur le territoire de la commune de Fragnes-La Loyère, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • organisant les stockages de déchets et de matières plastiques conformément au plan des stockages du dossier de demande d'autorisation repris à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé, • maintenant les stockages extérieurs à plus de 10 mètres des bâtiments.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les stockages extérieurs étaient maintenus à plus de 10 mètres des bâtiments. Ce point de l'arrêté de mise en demeure est considéré comme respecté.</p> <p><u>Concernant l'organisation des stockages de déchets et de matières plastiques implantés dans la partie nord-ouest du site.</u> La visite a permis de constater une légère réduction des volumes stockés mais la situation n'était toujours pas conforme. Par courrier daté du 30 juin 2025, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet son souhait de pouvoir augmenter les volumes qu'il est autorisé à stocker et, par voie de conséquence, de réorganiser les stockages sur l'aire dédiée au nord-ouest du site. L'exploitant a justifié ce besoin d'augmentation par une demande de traitement des déchets plastiques soutenue alors que la vente des granulés de plastiques recyclés est freinée en raison de la concurrence avec les granulés de plastiques neuf de pays asiatiques. D'où une accumulation des granulés plastiques recyclés sur le site. La demande vise également à répondre au premier point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure. Cette demande est en cours d'instruction. Aussi, à ce stade, l'inspection ne propose pas de nouvelles suites à la situation constatée. En revanche, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les moyens de prévention et de protection décrites dans son dossier de porter à connaissance, notamment pour se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois